

LA LETTRE DE VOTRE DÉPUTÉE

Monique IBORRA

Députée de la Haute-Garonne – 6^{ème} circonscription
1^{ère} Vice-Présidente de la Région Midi-Pyrénées



Canton 12 : Bellefontaine, Reynerie, Mirail Université, Les Pradettes, Saint-Simon, Lardenne. Janvier/Février/Mars 2009



Copyright Assemblée Nationale 2007

Je vous souhaite une bonne lecture de « La lettre de votre Députée n°5 » malgré l'entrée de notre pays dans la crise économique et sociale... Face aux drames sociaux qui se déroulent chaque jour, la solidarité, la défense et le maintien des services publics, la protection sociale, une juste répartition des efforts sur toutes les catégories sociales devraient guider l'action gouvernementale pour lutter efficacement contre la crise...il n'en est rien. Le bilan après bientôt 2 ans de politique Sarkozy est sans appel. L'absence de résultats et son échec du point de vue même des objectifs qu'il s'était fixés publiquement : baisse du pouvoir d'achat, augmentation du chômage, hausse de la délinquance violente, difficultés croissantes pour se loger, se soigner, sont la preuve de son désintérêt pour les plus démunis, les plus précaires. Aucune des grandes promesses de 2007 n'a été tenue...si ce n'est le paquet fiscal ! Le combat que je mène pour défendre vos droits et améliorer vos conditions de vie est d'autant plus fort que les sources d'inégalités et d'exclusion sont plus nombreuses avec la politique actuelle du gouvernement. A l'Assemblée Nationale comme au plan local, vous pouvez compter sur mon engagement à vos côtés !

« Le Mouvement français pour le Planning familial s'est réuni le 27 janvier à Paris a annoncé une série d'actions dans toute la France pour le 29 janvier.

La Loi de Finances a programmé en 2009 la baisse de 42 % des crédits affectés au conseil conjugal et familial. Si le gouvernement ne revient pas sur ses positions et s'il ne rétablit pas les crédits de paiement, c'est près du tiers des 70 antennes départementales du Planning familial et 450 emplois qui seront menacés de disparition à court terme.

En Midi-Pyrénées, les neuf antennes de la région pourraient disparaître sans compter la remise en cause de l'ouverture d'une nouvelle antenne en Ariège prévue en 2009.

Le gouvernement ne peut pas enterrer soixante ans de combats pour les droits des femmes au seul prétexte de faire des économies budgétaires !

J'apporte donc tout mon soutien à la mobilisation en cours et je demande au gouvernement de garantir la pérennité des 70 antennes départementales du Mouvement français pour le Planning familial ! ».

Une députée qui s'engage !

Mardi 10 mars 2009

Mme Monique IBORRA au Ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville sur les difficultés budgétaires que rencontrent les associations gestionnaires de structures d'accueil pour les publics défavorisés.

« Dans la région Midi-Pyrénées, de nombreuses structures d'accueil et d'hébergement pour personnes en grandes difficultés sociales viennent d'être avisées par leur DDASS de l'amputation substantielle de leurs budgets de fonctionnement pour l'année 2009. Pour certaines d'entre elles, la baisse des crédits de l'État peut aller jusqu'à 25 %. Faute de financements alternatifs, ces coupes budgétaires auront des conséquences désastreuses pour les publics accueillis (...). Des services et des établissements vont fermer leurs portes, d'autres vont se voir contraints de réduire fortement leur activité. Toutes les associations seront contraintes de

réduire leurs effectifs (...). Aussi, elle lui demande de tout mettre en oeuvre pour éviter que la rigueur budgétaire à laquelle s'astreint le Gouvernement ne vienne fragiliser, par des coupes budgétaires désastreuses, un tissu associatif dont l'action aux côtés des publics les plus fragiles, qui sont aussi les plus vulnérables devant la crise que traverse notre pays, est plus que jamais nécessaire ».

Denis René Valverde, le président de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) Midi-Pyrénées, la structure qui regroupe 92 structures d'hébergement dont le 115 : « Notre budget a été réduit de 12% cette année, dit-il. Il est passé de 32 millions d'euros à 28 millions. Résultat : beaucoup de travailleurs sociaux vont être licenciés alors que la crise économique précipite de plus en plus de gens dans la rue. Nicolas Sarkozy avait pourtant promis le contraire » (la Dépêche du Midi).

1er avril 2009-Toulouse 7 news

« Première conséquence de la fin de la trêve hivernale : 16 enfants toulousains et leurs familles auraient passé la nuit de mardi à mercredi sans hébergement. Une situation qui dicit la Mairie de Toulouse est la conséquence directe de la fermeture des centres d'hébergement d'urgence gérés par l'Etat. Une situation que le maire socialiste de Toulouse Pierre Cohen a jugé "inacceptable" ».

CONFLIT A GAZA

24/02/2009 - Mme Monique IBORRA au Ministre des affaires étrangères et européennes sur les présumptions de violation du droit international durant le dernier conflit à Gaza.

« Aucune paix durable ne pourra se construire au Proche-Orient tant que chacune des deux parties en présence pourra légitimement se considérer comme victime d'actes de guerre restés impunis. La communauté internationale se doit de garantir le respect du droit qu'elle a édicté. Aussi, elle lui demande de veiller à ce que la France prenne l'initiative de faire adopter par le conseil de sécurité de l'ONU une résolution créant une commission d'enquête internationale destinée à faire la lumière sur les éventuelles violations du droit international commises durant le récent conflit à Gaza ».

**MONIQUE
IBORRA**



Manifestation du 29 janvier 2009

Toutes et tous parlent de leurs angoisses, des délocalisations d'entreprises et du chômage qui augmente, de la perte des avantages sociaux et de la mise en péril de l'hôpital, de l'anéantissement des services publics par une politique gouvernementale injuste et source d'inégalités, d'exclusion. Manifester, faire valoir son droit de grève, c'est faire entendre sa voix quand le gouvernement reste sourd aux souffrances de son peuple.

Ici, en présence de ma collègue Députée Martine MARTINEL, du Président du Conseil Général, Pierre IZARD, et du Président de la Région Midi-Pyrénées, Martin MALVY.



**Permanence
parlementaire
69, allée de Bellefontaine
31100 TOULOUSE**

**Accueil du lundi au
vendredi
Entre 12 h 00 et 14 h 00
Sur rendez-vous
Tel : 06.33.15.08.27**

**Assistante
parlementaire :
Mme Muriel CABRIT
muriel.cabrit@orange.fr**

**Vos commentaires,
questions, propositions
nous intéressent !**

Retrouvez les informations sur l'actualité de votre députée sur son blog :
www.moniqueiborra.net

LES MENACES QUI PESENT SUR FREESCALE !

24/02/2009 - *Question écrite à Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.*

« Freescale est un des leaders mondiaux dans la conception et la production de semi-conducteurs embarqués pour les marchés de l'automobile, de l'électronique grand public, de l'industrie, des réseaux et des technologies sans fil. En France, l'entreprise est implantée principalement à Toulouse, où elle emploie 1 900 personnes, dont 700 ingénieurs et cadres. Selon la communication officielle de l'entreprise, Toulouse est un site-clé de recherche et développement et de production de semi-conducteurs dédiés aux marchés de l'automobile et des télécommunications. Or la conjoncture économique actuelle, notamment dans le secteur automobile, ajoutée aux opérations boursières dont la société a récemment fait l'objet aux États-Unis, laissent entrevoir des perspectives très sombres pour l'avenir des salariés français de Freescale (...) À cela vient s'ajouter la crise du marché automobile dont les répercussions sur les sous-traitants commencent à se faire sentir. Ainsi l'activité de Freescale a-t-elle chuté de près de 20 % en 2008, et les prévisions sur 2009 sont catastrophiques. Aussi, l'avenir du site de Toulouse est-il directement menacé. C'est pourquoi il apparaît urgent d'intégrer l'entreprise Freescale dans le plan de relance pour la filière automobile et je souhaite savoir si le Gouvernement peut s'y engager ici. Je vous demande donc de confirmer que l'entreprise Freescale pourra accéder aux aides mises en place dans le cadre du plan de relance gouvernemental (...).

Une députée qui rassemble !

En réunion publique, j'ai présenté, avec ma collègue Députée, Mme George PAU LANGEVIN, et les Député-e-s juniors de l'école Léonce Bourliaguet, devant plus de 200 citoyen-ne-s, le projet de loi de



lutte contre les discriminations liées à l'origine.. Mais la majorité UMP, avec l'avis favorable de la secrétaire d'Etat à la Politique de la ville, Fadela Amara, a refusé que ce texte soit examiné et a demandé son renvoi en commission : en clair, le texte déposé par le groupe socialiste ne sera pas voté !



*Le 5/02/09 la Dêpêche du Midi
Rencontres dans le canton 12*

« La journée a débuté par une visite au collège George-Sand où l'inquiétude des parents et des enseignants s'est exprimée de manière très forte face aux futures réformes (...). *Poursuite de la visite à l'école Ferdinand de Lesseps des Pradettes, où les enseignant-e-s lui ont fait part de leur découragement devant les difficultés des enfants, les futures diminutions de moyens (...).* Pourtant leur travail porte ses fruits, comme Mme IBORRA a pu le constater à l'école Léonce Bourliaguet : les enfants du CM2 ont réalisé un projet de loi sur les discriminations. La qualité de leur travail a retenu l'attention de la députée qui les a invités (...) le soir même à Alban-Minville dans le cadre de la réunion publique (...). *Puis rencontre avec les commerçants de Saint-Simon.. A la Maison de retraite de Bellefontaine, le personnel a émis le souhait de formation face au nombre de personnes atteintes de troubles psychiatriques importants.*

Une députée qui agit !



Lors de la Journée de la femme, j'ai notamment répondu à l'association Bell Arc en Ciel, à Bellefontaine, pour le débat contre les violences faites aux femmes.

Ici, avec Madeleine DUPUIS, Conseillère Municipale chargée de l'égalité hommes-femmes.

J'ai visité le Centre de Retention Administrative et y ai à nouveau constaté les conséquences humaines désastreuses de la politique d'immigration SARKOZY. La multiplication de mesures de privation de liberté, parfois avec des enfants en bas âge ! J'ai rencontré l'équipe de la CIMADE qui fait l'objet d'une tentative de démantèlement par le gouvernement.

